

entretien avec le citoyen

directeur du centre de perfectionnement

Le C.p.a. existe depuis combien d'années ?

Depuis 1969 ; à l'origine il dépendait de l'École nationale d'Administration qui a disparu depuis.

Quels sont les buts de votre organisme ?

Le C.p.a. est chargé de compléter l'action de l'enseignement supérieur en ce qui concerne la formation des cadres de l'Administration publique. C'est une action de recyclage des cadres universitaires mais c'est aussi une action de rattrapage en ce qui concerne la formation d'agents occupant des postes de responsabilités (chef de bureau, chef de division) réclamant une formation supérieure.

Comme objectif nous avons aussi toute une action de recherche qui a pour but l'amélioration des méthodes administratives et ce, conjointement avec les administrations elles-mêmes et leurs fonctionnaires.

Quels sont les départements de l'Administration qui s'adressent à vous ?

Il y a surtout le Département des Affaires politiques (1) notamment en ce qui concerne la formation des cadres de l'administration régionale.

Nous sommes aussi consultés en tant qu'organe de l'université spécialisée dans ces questions pour la réforme de cette administration.

Pour ce qui est plus directement de la formation des agents d'autres départements nous passons par l'intermédiaire de la Copap (Commission Permanente de l'Administration Publique) qui a à charge de

s'occuper de tous les problèmes concernant le personnel de l'État.

Dans la pratique nous sommes aussi appelés par certains offices pour les seconder dans des problèmes de formation mais aussi pour des tâches de recherche et de réorganisation de leurs services. C'est le cas de l'Office des Routes, de l'Opez (Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Zaïroises) et de l'Onatra (Office National des Transports). Certains offices nous demandent aussi d'assurer nous-mêmes la sélection.

En ce qui concerne la formation proprement dite, quelles sont vos méthodes ?

Pour le rattrapage, la formation prend la forme de cours du soir ou de session où nous dispensons un enseignement de type traditionnel.

Pour les actions de recyclage nous procédons par séminaires, discussions en petits groupes, études de cas notamment pour les fonctionnaires de commandement. Pour les fonctionnaires intermédiaires nous essayons d'allier la réflexion de l'agent sur son expérience avec des cours théoriques. Par exemple en ce moment avec les comptables de l'Office des Routes, nous les prenons huit heures par semaine en plus de leur travail et nous leur demandons chaque semaine un rapport sur leur travail que nous discutons ensuite.

Dans la formation des cadres de l'administration vous devez rencontrer souvent la question de l'idéologie.

Quelle est alors votre attitude ?

Nous intervenons très peu, nous n'avons pas à proposer de solution mais quand des problèmes se rencontrent et c'est assez fréquent, s'il se crée un climat de réelle confiance nous faisons en sorte que ces problèmes soient posés avec une claire conscience.

Votre action en direction de l'administration qui vise à la rationalisation doit rencontrer un certain nombre d'impasses je suppose ?

C'est certain et nous ne sommes pas toujours d'une grande efficacité.

Par exemple devant l'incompétence totale d'agents recrutés, on ne sait comment faire, on ne peut se contenter que de signaler le fait. Par contre, si pour la formation on nous charge de sélectionner nous-mêmes les futurs stagiaires on ne s'encombre pas de candidats dont nous savons ne rien pouvoir tirer.

D'autre part, quand on nous consulte pour la réorganisation d'un service et que nous faisons des propositions de réduction de personnel (les effectifs de l'administration sont souvent pléthoriques) nous n'ignorons pas qu'il s'agit d'un problème délicat et que la plupart du temps il ne trouvera pas de solution, sauf parfois dans les Offices qui, eux, sont tenus à une certaine productivité.

Est-ce que vous vous préoccupez de la coordination des activités de formation ?

Gatarayaha,

de l'administration (C.P.A.)

Oui nous nous chargeons d'épauler sur le plan technique la coordination politique de la formation qui relève soit des Affaires politiques soit de la Copap.

Nous sommes appelés aussi pour répondre aux demandes qui nous sont faites d'être en liaison avec toutes sortes d'organismes de formation. Par exemple certaines administrations, comme la Poste, peuvent nous demander d'organiser une formation technique de leurs agents, nous la faisons alors en liaison avec des instituts spécialisés.

Vous êtes intégrés au Cidep (Centre Interdisciplinaire pour le Développement de l'Éducation Permanente dépendant de l'Université nationale, Unaza), quelles différences existe-t-il entre le Cidep proprement dit et vous ?

Nous sommes intégrés au Cidep mais nous jouissons d'une large autonomie (budgétaire aussi). Les autres sections du Cidep ont surtout pour tâche de coordonner l'enseignement supérieur de type traditionnel sous forme de cours du soir qui se donne dans divers instituts et qui conduit à un diplôme de l'université.

Vous, vous ne délivrez pas de diplômes ?

Non. Nous fournissons aux stagiaires un certificat attestant de leur formation ou un brevet pour une formation d'une durée de plus de deux mois mais c'est tout.

Comment évaluez-vous alors la formation ?

Pour les sessions de rattrapage nous organisons des examens, pour les autres sessions nous demandons au stagiaire de rédiger un rapport sur un cas ou nous avons avec lui une conversation critique.

Est-ce que vous faites un suivi ? Est-ce que votre formation conduit à une promotion ?

Oui souvent notre formation se traduit par une promotion. Elle se fait en général dans le but d'une promotion à venir.

D'autre part, nous passons dans les services où travaillent nos anciens stagiaires, nous organisons aussi des rencontres avec eux.

Certains aussi viennent d'eux-mêmes nous trouver spontanément pour nous demander un conseil ou de la documentation.

Combien avez-vous eu de stagiaires l'an dernier ?

Une centaine dont la moitié provenait des Offices, l'autre moitié des administrations régionales.

Quelles sont les difficultés principales que vous rencontrez ?

La plus importante est le manque de conscience des besoins de formation pour les fonctionnaires de commandement.

L'autre obstacle est matériel, c'est la difficulté de toucher les régions où les besoins de formation sont fortement ressentis. Les cours par correspondance que nous avons entrepris sont nettement insuffisants.

Avec votre équipe, arrivez-vous à satisfaire les demandes ?

Oui, mais c'est insuffisant quand même car en suscitant la demande, elle vient. Nous envisageons l'an prochain de doubler nos effectifs et plus tard de les tripler, car nous pensons avoir pour tâche aussi de créer ces besoins, de faire prendre conscience de la nécessité pour tous de la formation permanente et pour cela il nous faut d'abord agir en direction des cadres universitaires. C'est chez eux qu'il faut d'abord encourager les efforts de formation permanente car ils ont l'idée que, plus ils ont de diplômes moins ils ont besoin de formation. On aspire ici au diplôme et une fois qu'on l'a obtenu c'est terminé. Il faut changer ça et c'est seulement quand les cadres universitaires en auront pris conscience qu'ils pourront susciter autour d'eux des besoins de formation.

Enfin, chez les cadres administratifs est-ce que vous rencontrez une conscience des problèmes du développement ?

Très faible, pratiquement inexistante, on a l'impression que personne n'a conscience qu'il peut contribuer par son action aux décisions de développement. Pour remédier à cela nous comptons l'an prochain organiser des séminaires de responsables régionaux axés sur les problèmes de développement avec des stages pratiques sur le terrain.

Propos recueillis par J.-F. Lantéri

(1) Ce département correspond approximativement à un Ministère de l'Intérieur.